

CHERNOVA Zhanna, 2013, *Sem'ia kak politicheskii vopros : gosudarstvennyi proekt i praktiki privatnosti* [La famille en tant que question politique : projet étatique et pratiques de la sphère privée], Saint-Pétersbourg, Izdatel'stvo Evropeiskogo Universiteta Sankt-Peterburga, 287 p.

Dans cet ouvrage issu de sa thèse, Zh. Chernova cherche à proposer une expertise critique de la politique familiale russe contemporaine. Elle s'inscrit dans une tradition anglo-saxonne et scandinave d'analyse comparative des régimes d'État providence attentive à la dimension du genre. L'analyse de la politique sociale à partir des textes officiels est complétée par une enquête empirique – questionnaires et entretiens auprès de parents notamment. L'auteure part du principe que « la nécessité d'élaborer et de mettre en œuvre une politique familiale fait consensus dans tous les pays européens » (p. 17). Il s'agit donc, sans remettre en cause le principe de ces politiques – apparues comme inévitables « dans le contexte du développement de l'État providence et de la deuxième transition démographique » (p. 9) – d'analyser leurs contenus et leurs instruments. On assisterait aujourd'hui à la « transition d'un modèle traditionnel de politique familiale à une politique orientée vers l'équilibre entre famille et travail », mieux adaptée à « l'individualisation, la pluralisation de la famille et de la parentalité, ainsi que la participation accrue des femmes au salariat » (p. 9). Qu'en est-il en Russie, où la notion de « politique familiale » n'émerge qu'après 1991 ? Avant d'entrer dans le vif du sujet, l'auteure consacre environ un tiers de l'ouvrage à une revue analytique de la littérature occidentale. Les analyses de R. Titmuss, G. Esping-Andersen ou encore T. H. Marshall sont enrichies par des critiques d'inspiration féministe comme celles de J. Lewis et B. Pfau-Effinger.

L'histoire des politiques relatives au genre et à la famille en Russie soviétique est abordée dans la deuxième partie. Zh. Chernova reprend les analyses d'auteur.e.s comme S. Ashwin¹ :

Au lieu du modèle binaire de masculinité / féminité caractéristique de la culture de genre des sociétés industrielles développées occidentales, dans lequel une masculinité hégémonique occupe une position dominante dans la hiérarchie de genre, [en URSS] s'est construit un triangle, dans lequel l'État occupait une position dominante aussi bien vis-à-vis de la masculinité que de la féminité (p. 93)

Les hommes devaient remplir le « contrat de genre » de « constructeur / défenseur du communisme », tandis que « l'État endossait la responsabilité de remplir les rôles masculins traditionnels de père et de *breadwinner* » et établissait avec les femmes le « contrat » de la « mère travailleuse » (p. 94). Mais ce « patriarcat d'État » n'a jamais « réalisé jusqu'au bout » son projet de « prise en charge collective de l'éducation » des enfants (p. 97). La seule politique menée de façon cohérente, dans le domaine de la famille, était une politique démographique pronataliste mise en place dans les années 1930,

¹Ashwin 2000.

comparable à celles d'autres pays d'Europe. L'URSS serait difficile à inclure dans la typologie des États providence d'Esping-Andersen : elle s'apparente au « modèle social-démocrate » où les deux parents sont actifs mais, entre autres divergences, l'État ne cherchait pas à encourager des rôles de genre égalitaires dans la sphère familiale – d'où un « double fardeau » pour les femmes.

Après l'effondrement du système soviétique, dans les années 1990, la Russie s'oriente une politique « libérale » et « minimaliste » : les aides ne seront plus universelles mais réservées aux familles les plus pauvres. C'est seulement au cours des années 2000 qu'une politique familiale pronataliste est de nouveau mise en avant en tant que priorité nationale, avec des discours « alarmistes » sur le « dépérissement de la nation ». L'objet de cette politique est, selon les discours officiels, « la famille saine, à l'abri du besoin, et traditionnelle », « la jeune famille », avec des parents de moins de 30 ans, mariés, et trois enfants. Une politique « étroite » donc, qui ne se préoccupe ni de répartition du travail de *care* ni d'égalité de genre. Dans la troisième partie de l'ouvrage, Zh. Chernova confronte cet idéal aux discours de ses enquêtés issu.e.s des classes moyennes, qui s'orientent plutôt vers le concubinage et une maternité de plus en plus tardive. Dans la quatrième partie, elle analyse le fonctionnement des « communautés de parents » qui travaillent à compenser les insuffisances de l'État et du marché.

L'auteure dénonce finalement la persistance d'un schéma d'interaction paternaliste entre l'État et les citoyens, et ne cache pas qu'elle placerait plutôt ses espoirs dans des politiques d'activation néolibérales consistant à « éveiller la responsabilité individuelle et l'autonomie des citoyens pour qu'ils assurent leur propre sécurité sociale en travaillant à temps plein et le plus longtemps possible, tout le long de leur vie, sans interruptions ». Selon elle, les nouvelles politiques d'équilibre famille-travail sont certes « subordonnées aux exigences utilitaires du marché du travail et à une approche instrumentale de l'organisation du *care* envers les enfants », mais « en dépit de toutes les critiques », elles peuvent favoriser « l'égalité de genre » d'avantage « que les modèles de politique familiale traditionnels » (p. 261). Elle constate que ses enquêtés n'ont pas exprimé ce type d'attentes, et déplore qu'ils se bornent à attendre de l'État un approfondissement de l'aide matérielle déjà proposée, ce qui conduirait à un « paradoxe » : la politique familiale, alors même qu'elle semble correspondre aux attentes des parents, ne parvient pas à transformer leur comportement reproductif selon les objectifs fixés. Zh. Chernova mobilise en effet des modèles explicatifs fondés sur la distinction entre « facteurs matériels » et « idéels », dans lesquels la politique familiale russe apparaît – peut-être fatalement – comme « incohérente ». Cet ouvrage peut nous laisser avec l'impression que les approches positivistes de l'action publique ne sont pas utiles pour comprendre la complexité des transformations sociales et politiques (post-)soviétiques, dans la mesure où elles amènent l'auteure à la conclusion que « la politique de l'État vis-à-vis de la famille et les comportements conjugaux et

reproductifs des citoyens se développent sur des plans parallèles, constituent des réalités distinctes avec leurs logiques propres » (p. 269). On peut alors imaginer qu'une autre manière d'explorer ces contradictions apparentes serait d'aborder les politiques sociales comme des constructions discursives².

Bibliographie :

ASHWIN Sarah, 2000, *Gender, State and Society in Soviet and Post-Soviet Russia*, London : Routledge.

DURNOVA Anna, ZITTOUN Philippe, 2013, « Les approches discursives des politiques publiques », *Revue française de science politique*, 63 / 3, p. 569-577.

² Voir par exemple : Durnova Zittoun 2013.